

Soutien de la FAO à l'investissement

Note stratégique

1. Analyse des besoins et avantage comparatif de la FAO

Pour de nombreux États membres, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté alimentaire passent par des investissements accrus et plus efficaces dans l'agriculture. Les parties prenantes consultées dans le contexte du processus d'élaboration des stratégies (États membres, partenaires du développement, divisions de la FAO) et le Groupe de travail 1 du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEI ont affirmé l'importance de l'investissement à l'appui du développement agricole et du rôle de la FAO en tant que prestataire de coopération technique et de partenaire des gouvernements en matière d'investissement. Il faudra cependant renforcer le soutien direct de la FAO aux États membres et intégrer davantage le large éventail de ses compétences dans ses activités liées à l'investissement.

Les États membres (et leurs financiers) demandent clairement que soit renforcé l'impact sur le développement des programmes d'investissement agricole et rural. S'ils varient selon les régions et les pays, les besoins spécifiques des États membres en matière d'investissement comprennent en général: i) activités et/ou analyses sectorielles, ii) conception de politiques et de programmes d'investissement, iii) renforcement des capacités liées à l'investissement pour les institutions du secteur et les acteurs de la société civile; et iv) contributions aux processus budgétaires sectoriels, notamment les cadres de dépenses à moyen terme et les examens des dépenses publiques.

La FAO possède une longue expérience de la planification, l'identification, la conception et la mise en œuvre des investissements consacrés au développement agricole et rural. Son avantage comparatif dans ce domaine repose principalement sur les points suivants:

- Possibilité de faire appel au large éventail de compétences, de connaissances et d'instruments qu'offrent les divisions techniques de la FAO;
- Capacité d'agir comme honnête courtier entre les gouvernements, les institutions de financement, la société civile et le secteur privé;
- Effectifs multidisciplinaires ayant une expérience solide aux niveaux régional et/ou national et travaillant dans le cadre d'accords de coopération bien établis et souples avec les institutions financières internationales, ce qui permet des interventions efficaces et rapides;
- Expérience spécifique considérable de la formation pratique et théorique des acteurs nationaux en matière de formulation de politiques, de planification, de préparation, de mise en œuvre et d'évaluation des investissements.

2. Vision, principaux objectifs et domaines de soutien prioritaires

Conformément aux trois principaux objectifs de ses États Membres, l'ambition de la FAO en ce qui concerne le soutien apporté aux gouvernements et à leurs partenaires du développement en matière d'investissement est de contribuer à créer les conditions voulues pour que les populations rurales puissent exercer des activités économiques fructueuses, assurer leur sécurité alimentaire et venir à bout de la pauvreté. Concrètement, la FAO cherchera à promouvoir un investissement public et privé plus favorable au développement agricole et rural et à atteindre, pour ce faire, les objectifs spécifiques suivants:

- Les gouvernements comprennent mieux la dynamique du secteur agricole et les options en matière d'investissement et sont à même de planifier et d'exécuter leurs projets dans le cadre des crédits budgétaires disponibles;
- Les gouvernements et les partenaires financiers conçoivent et mettent en œuvre des projets et des programmes d'investissement agricole et rural plus efficaces;
- Les gouvernements et d'autres acteurs nationaux se dotent des moyens nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'investissement agricole et rural.

Ces objectifs spécifiques seront réalisés grâce à l'aide apportée par la FAO aux États membres et aux partenaires financiers dans les domaines suivants: (i) analyses et études sectorielles ii) formulation de programmes et politiques d'investissement; iii) identification, conception et supervision d'activités d'investissement; iv) évaluation des opérations d'investissement (programmes, projets); et v) renforcement des capacités en matière de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des investissements.

3. Résultats et produits attendus*

Résultats attendus du soutien de la FAO à l'investissement	Produits de la FAO contribuant à l'obtention des résultats
1. Les gouvernements disposent des informations nécessaires pour concevoir des politiques et des programmes d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Travail en amont/analyses (études sectorielles, examen des dépenses publiques, examen de la gouvernance et des institutions, études thématiques) Avis/assistance sur les questions liées à l'investissement Partage de connaissances (forums, séminaires, produits sur les connaissances)
2. Stratégies nationales d'investissement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'élaboration de stratégies nationales d'investissement (notamment stratégies sectorielles et Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté), stratégies conjointes d'assistance ou stratégies des partenaires de développement (cf. NMTPF, SAP, COSOP)
3. Programmes et projets d'investissement plus efficaces	<ul style="list-style-type: none"> Participation à l'identification, la conception et la supervision de projets et programmes d'investissement en partenariat avec les gouvernements et les IFI et/ou donateurs
4. Capacité nationale renforcée pour la planification et la mise en œuvre d'investissements	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des fonctionnaires de l'État et d'autres acteurs par la formation et l'assistance technique en matière de planification et de mise en œuvre d'investissements, y compris la gestion des fonds publics (Cadres de dépenses à moyen terme et Examens des dépenses publiques) Partage et échange des connaissances entre les pays, les régions et les partenaires financiers
5. Suivi et évaluation plus efficaces de l'impact des investissements	<ul style="list-style-type: none"> Soutien aux IFI et aux gouvernements pour le suivi et l'évaluation des programmes d'investissement Partage des enseignements tirés des activités d'évaluation des IFI (RFE, RAP) et d'autres évaluations régionales et/ou thématiques

4. Réorientation stratégique – Défis à relever pour l'exécution du programme d'investissement

Enjeux (sur la base de l'EEI)	Réorientation stratégique	Changements à apporter aux modalités de travail
Mettre l'accent sur la cohérence (soutien plus direct et plus efficace aux États membres)	<ul style="list-style-type: none"> Soutien plus direct à la programmation et la mise en œuvre des investissements Intégrer le soutien aux politiques et à la programmation de l'investissement au niveau du pays (en associant et en liant l'assistance en matière de politiques, la gestion des finances publiques et le développement des investissements) Définir des interventions spécifiques de renforcement des capacités et soutien ciblé pour les nouvelles priorités 	

* Sigles et abréviations: SAP – Stratégie d'assistance au pays (Banque mondiale); COSOP – Document sur les possibilités stratégiques nationales (FIDA); RFE – Rapport de fin d'exécution; NMTPF – Cadre national sur les priorités à moyen terme (FAO); RAP – Rapport d'achèvement de projet;

Enjeux (sur la base de l'EEI)	Réorientation stratégique	Changements à apporter aux modalités de travail
Faire en sorte que la FAO joue un rôle plus stratégique et intégré	<ul style="list-style-type: none"> • Faire du soutien à l'investissement une activité interdépartementale • Élargir l'accès aux compétences techniques de la FAO par une meilleure adaptation aux impératifs du cycle des projets et aux nouvelles technologies de l'information • Lier plus étroitement le travail d'investissement avec les priorités thématiques de l'Organisation • Assurer la qualité du soutien à l'investissement fourni par la FAO en fonction de l'évolution de l'environnement du développement et des priorités de l'État membre 	
Améliorer les liens entre la FAO et les IFI et/ou les donateurs à propos des priorités spécifiques des pays	<ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur des partenariats solides avec les IFI pour améliorer l'efficacité et exploiter au mieux les compétences techniques de la FAO • Utiliser les liens établis avec de multiples donateurs pour promouvoir l'harmonisation et l'alignement de l'aide (Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide) 	